Document généré le 5 juil. 2025 23:52

VertigO
La revue électronique en sciences de l'environnement

Sociétés, territoires et environnement, comment repenser les interconnexions entre les milieux humains et naturels ?

Nicolas Hubert

Volume 21, numéro 2, octobre 2021

Sociétés, territoires et environnement, comment repenser les interconnexions entre les milieux humains et naturels ?

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1088416ar
DOI : https://doi.org/10.4000/vertigo.33453

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Hubert, N. (2021). Sociétés, territoires et environnement, comment repenser les interconnexions entre les milieux humains et naturels ? *VertigO*, *21*(2), 1–10. https://doi.org/10.4000/vertigo.33453

© Université du Québec à Montréal et Éditions en environnement VertigO, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Sociétés, territoires et environnement, comment repenser les interconnexions entre les milieux humains et naturels ?

Nicolas Hubert

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ce texte est partiellement issu de la thèse de doctorat de l'auteur, *Environnement, ressources et conflits au Burkina Faso,* défendue le 16 février 2021 à l'École d'Études Politiques de l'Université d'Ottawa [en ligne] URL : https://ruor.uottawa.ca/handle/10393/41871

Introduction

1 Ce deuxième numéro du Volume 21 de VertigO, *La revue électronique en sciences de l'environnement* soulève une problématique générale portant sur les interrelations entre les sociétés humaines et leur environnement, et plus précisément sur la nature ontologique de ces co-relations. Ce numéro s'interroge pour cela sur la complexité des relations qu'entretiennent les sociétés humaines avec leurs territoires et la manière dont la prise de conscience écologique suscitée par l'Anthropocène conduit à repenser les interconnexions entre les milieux humains et naturels. Cette thématique amène à accorder une plus grande attention aux différentes perceptions de l'environnement en fonction des constructions sociales, culturelles et politiques propres à chaque territoire et société humaine qui le compose. Elle invite également à approfondir nos réflexions par rapport à l'influence de ces constructions sociales sur la constitution et la pratique des institutions relatives à gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

2 Depuis les années 1950 et les mouvements d'opposition au développement du secteur nucléaire civil aux États-Unis l'environnement est devenu un objet d'étude à part entière tant dans le domaine des sciences que dans celui des sciences sociales et humaines. Et depuis le Sommet de la terre tenu à Rio en 1992 et le quasi-consensus autour des changements climatiques observés à l'échelle globale, la compréhension même de l'environnement et des interactions des sociétés humaines avec l'environnement font l'objet de riches débats interdisciplinaires et intersectoriels.

3 Au cours des dernières années, nombre de chercheurs-es, ont mis en évidence comment les activités anthropiques de l'Anthropocène ont contribué à modifier le climat et à transformer les équilibres des systèmes environnementaux interconnectés à l'échelle globale (Dalby, 2015; Olear et Dalby, 2016; Pistor et De Schutter, 2016; Watts 2015). La question de l'Anthropocène a inévitablement amené à questionner les rapports de productions, les systèmes politiques et économiques induisant ces changements climatiques à l'échelle globale (O'Lear, 2016, p. 103 ; Watts, 2013, 2015). Elle a, par conséquent, amené à interroger la nature même de nos rapports à l'environnement, notre intégration au sein des systèmes environnementaux et la manière dont nous donnons sens au monde non-humain qui nous entoure et au sein duquel nous nous construisons en sociétés.

4 La compréhension de l'environnement comme une ressource ou des biens communs (Ostrom, 1999) dont l'usage permet de soutenir la pérennité des sociétés humaines semble être largement partagée à travers le monde. La définition des modalités de gestion et d'accès à ces mêmes ressources et communs contribue également à la définition des normes et structures socio-politiques auxquels ils sont associés (Cséfalvayova, 2015, p. 71 ; Le Prestre, 2015, p.18-19 ; Schlager, 2016, p. 68 ; Wily, 2001, p. 82-88). Cependant, au sein des sociétés modernes reposant sur une économie de marché, ce sont le phénomène de libre concurrence et les mécanismes d'offres et de demandes qui s'imposent désormais comme principale modalité d'accès, d'usage et de régulation de l'environnement (Pistor et De Schutter. 2016, p. 3, 5 et 9 ; Escobar, 2006 ; Schlager, 2016, p. 77; Watts et Porter, 2017). C'est également sur ces mêmes mécanismes de rationalisation et de valorisation économiques de l'environnement que reposent les systèmes politiques et sociaux contemporains régissant autant les espaces domestiques que la scène politique mondiale (Bigo, 2015, p. 194; Escobar, 2015, p. 452; Gemenne, 2015, p. 11; O'Lear et Dalby, 2016, p. 1–2 ; Watts, 2015, p. 293). Un aspect déjà souligné par le rapport Bruntland (1987), popularisant notamment la notion de développement durable en insistant sur le fait que chaque système économique devrait intégrer comme principe élémentaire la préservation des conditions de régénération des écosystèmes.

5 Comme le rappelle Watts (2013, p. 86), l'Écologie politique s'est en partie constituée en réaction critique à ce modèle social, politique et économique d'exploitation de l'environnement. En s'inspirant partiellement des approches marxistes de l'Économie politique, l'Écologie politique appréhende ainsi spécifiquement les relations sociales de production, d'accès et de contrôle des ressources ainsi que les relations de pouvoir enracinées dans l'exploitation de l'environnement et sa valorisation économique Watts (2013, p. 86). Une appréhension partagée par Cudworth et Hobden (2011, p. 52) qui, en s'appuyant sur les travaux de Dickens (1996) et de Harvey (1996), rappellent que l'exploitation de l'environnement se trouve au cœur de l'organisation sociale et de l'économie des sociétés occidentales et plus largement des sociétés possédant une économie de marché.

6 Il apparait ainsi essentiel d'interroger cette relation spécifique à la nature et l'interprétation de l'environnement qui en découle à l'aune de la compréhension et la définition cartésienne du monde au sein desquelles elles s'inscrivent, décrites par Fagan (2017, p. 306) comme la conception moderne dominante que les êtres humains sont séparés, situés à l'extérieur des milieux naturels. Une séparation sur laquelle reposent principalement l'ontologie moderne et la compréhension occidentale du concept de nature, comme le définissent à la fois Latour (2004, 2011, 2014, 2015) et Chakrabarty (2012, 2015, 2016). Les analyses critiques et réflexives de la modernité présentées par de nombreux auteurs comme Chakrabarty (2012), Cox (2008) ou encore Latour (2004, 2011, 2014, 2015), soulignent à cet effet que les compréhensions modernes et cartésiennes du monde continuent de façonner les méthodes, recherches et ontologies au sein des sciences sociales et des institutions occidentales. Ces dernières contribuent alors à déterminer et à définir la distribution des rôles, fonctions et agentivités entretenues entre les mondes humains et non-humains (Latour, 2011).

7 Il est ici important de rappeler que la modernité a introduit un changement radical dans l'ensemble des systèmes de production, des structures économiques, de l'appréhension des ressources naturelles, de l'organisation du travail ainsi que des relations physiques et normatives entretenues par les sociétés humaines et l'environnement, cela aussi bien au sein des sociétés occidentales que des sociétés non occidentales souvent façonnées par différents processus de colonisation (Davis, 2003 ; Deudney, 1990, Chakrabarty, 2012, 2015 ; Hartmann, 2014 ; Verhoeven, 2014). Cette relation à l'environnement spécifique aux ontologies modernes et cartésiennes a conduit à façonner des paysages et des systèmes environnementaux marqués par l'agriculture intensive, l'extraction des ressources naturelles, l'urbanisation et le processus d'industrialisation. Dans cette compréhension, certains auteurs ont été amenés à affirmer que les institutions créent l'environnement (Freudenburg et al., 1995 ; Maestrom et al, 2017), notamment en établissant des régulations et des normes culturelles qui maintiennent et favorisent des compréhensions spécifiques de l'environnement et des activités qui y sont reliées, au détriment d'autres alternatives (Maestrom et al, 2017, p. 3).

8 Bien que cette affirmation mérite d'être nuancée, il importe de prendre en considération la relation de co-façonnement, de l'environnement par les sociétés humaines et d'interroger également la manière dont les institutions sont modelées par l'environnement. Il apparait en effet essentiel de questionner la manière dont les différentes représentations, sens et interprétations conférées par les sociétés humaines à l'environnement, contribuent également à façonner les normes et connaissances qui s'intègrent aux institutions, avant de donner naissance à des régimes sociaux, politiques et normatifs sur lesquels reposent les différents mécanismes de gestion de l'environnement.

9 Dans cette perspective, plusieurs recherches ont pris le contrepied des ontologies cartésiennes et modernes et se sont à l'inverse interrogées sur la manière dont l'environnement contribue également à façonner les sociétés humaines (Chan et al., p. 2011; Fagan, 2017 ; Fish et al., 2016; Maestrom et al., 2017, Ryfield et al., 2019). Ce retournement de l'objet d'étude amène d'une part à approfondir la question de la co-constitutivité entretenue entre les sociétés humaines et leurs environnements, mais également, comme le souligne Latour (2015, p. 29-30 ; 2016, p. 311-3319), à soulever de

plus amples réflexions ontologiques autour des interrelations entre les constructions socio-politiques et l'environnement.

10 De nombreux auteurs s'accordent en ce sens sur la nécessité de mener des recherches interdisciplinaires établissant un pont entre les différentes sciences sociales et humaines pour comprendre la complexité et l'importance des relations co-constitutives établies entre les sociétés humaines et leurs environnements. Watts, présente dans cette perspective l'approche des systèmes complexes comme un point de rencontre entre plusieurs domaines scientifiques, issus autant des sciences naturelles que des sciences sociales, se retrouvant dans l'étude du système terrestre (Watts 2013, p. 88). En soulignant la complexité des interdépendances entre les différentes échelles de systèmes sociaux et environnementaux, Watts (2013, p. 88) s'appuie alors sur les travaux de Gunderson et Holling (2002) et Guyer (2009) pour appeler au développement de la 'panarchy', une approche à même d'englober les théories co-évolutionnaires soulignant la co-constitution des sociétés humaines et de leurs environnements.

11 Un point sur lequel le concept de 'sense of place', issu de la géographie politique, peut permettre d'affiner la compréhension des rapports entre sociétés humaines et environnement comme une construction sociale, le produit de croyances et de processus culturels partagés, et non comme le résultat de processus cognitifs enracinés dans des ensembles de caractéristiques physiques (Maestrom et al 2017, p. 3). Dans cette perspective, Fish et al. (2016, p. 208) mettent en avant la pertinence de comprendre les écosystèmes comme des objets culturels, dont la signification et l'importance sociale ont été formulées au cours de leurs co-façonnements avec les sociétés humaines. Ils s'appuient alors sur le concept d'attachement profond des communautés à leur environnement (Chan et al., 2011), ainsi que sur les engagements et préoccupations environnementales des populations et des pouvoirs publics (Daniel et al., 2012) pour justifier le développement d'un cadre conceptuel à même de comprendre les espaces environnementaux et les pratiques culturelles qui résultent des interactions entre les sociétés humaines et leurs écosystèmes (Fish et all 2016, p. 208). Ainsi, l'approche culturelle des systèmes environnementaux permet de comprendre les modes de vie, les valeurs et les constructions historiques partagées par les sociétés humaines, ainsi que les pratiques matérielles et symboliques enchevêtrées dans leurs environnements immédiats (Fish et al. 2016, p. 210 ; Maestrom et al., 2017).

12 En s'appuyant sur les travaux de Hinchcliffe (2008), Nightingale (2003) et Whatmore (2002), Fish et al. (2016, p. 211) affirment alors que cette considération permet de mettre l'emphase sur la co-production et la réciprocité des relations culture-nature, deux aspects nécessaires pour comprendre l'imprévisible relation entre non-humains et humains. Cette compréhension est partagée par Maestrom et al (2017, p. 1) qui présentent le concept même de 'sens of place' comme l'ontologie d'un monde social et naturel interconnecté. Ryfield et al. (2019, p. 3) soulignent en ce sens que la matérialité, les lieux et les environnements physiques au sein desquels les sociétés humaines sont enchevêtrées, sont co-produits par des processus écologiques et culturels et qu'ils requièrent en cela de comprendre comment les significations, la connaissance et les valeurs sont constituées et communiquées à propos de territoires spécifiques, ainsi que les caractéristiques et fonctions particulières des écosystèmes au sein desquels ces territoires s'insèrent.

13 C'est ce que cette interrelation entre les systèmes sociaux et les systèmes environnementaux permet d'interroger plus profondément. Cela permet de même de

questionner la manière dont les différents rapports à et interprétations de l'environnement contribue à façonner à la fois les systèmes de régulation des communs, mais également les structures socio-politiques sur lesquelles ils reposent. Ces approches réflexives sur le rapport même des sociétés modernes au monde, et plus spécifiquement à la nature, nous renvoient au fait que si la crise climatique actuelle menace les modèles économiques et sociaux dominants, elle permet également de questionner les modèles philosophiques et intellectuels sur lesquels reposent nos structures sociales, politiques et culturelles.

14 Cette appréhension du rapport normatif des sociétés humaines à l'environnement est en cela particulièrement pertinente pour saisir toute la complexité de la définition, de la construction et des relations aux institutions et mécanismes de gestion de l'environnement et d'accès aux communs situés au cœur de nos mécanismes sociaux et de nos différentes intégrations environnementales, qu'elles soient urbaines ou rurales. Elle nous permet également de repolitiser les enjeux environnementaux et plus largement la question écologique et par conséquent de ne pas lui substituer les modèles, non moins politiques, mais davantage rationalisés, d'une gestion économique résiliente avare d'économie d'échelle et de libéralisation des institutions régulatrices. À l'opposé, une appréhension insistant sur la co-constutivité des systèmes socio-environnementaux apparait plus adéquate pour saisir l'influence aussi bien matérielle que normative de l'environnement sur les sociétés humaines, et inversement. Une telle approche nous permet alors de mieux saisir les constructions sociales et politiques des oppositions entre centres et périphéries autour de la gestion des communs, les oppositions entre traditions et modernités, les différents processus d'intégration et d'appropriation d'un territoire ou encore l'impact des normes et institutions humaines sur les agentivités non-humaines et la manière dont ces dernières font évoluer nos rapports à l'environnement.

15 Ainsi, pour répondre à la problématique générale soulevée par ce numéro thématique, le simple fait d'interroger les interrelations entre les sociétés humaines et leur environnement implique inévitablement un questionnement sur la nature ontologique de ces co-relations. Dans cette perspective, nous ouvrirons cette thématique en abordant au sein des trois premiers articles la question hautement politique et sensible des espaces de conservation de l'environnement, les aires naturelles protégées, en Afrique de l'Ouest. En effet, la perception de l'environnement, sa conservation et son exploitation sur l'ensemble du continent africain demeurent étroitement reliées aux différents processus coloniaux et à leurs héritages au sein des structures politiques post-coloniales. Les aires naturelles protégées demeurent aujourd'hui la manifestation la plus probante de l'imposition de l'interrelation moderne et cartésienne de l'environnement au sein des sociétés africaines (Deudney, 1990 ; Selby et Hoffmann, 2014 ; Hartmann, 2014 ; Verhoeven, 2014). En Afrique de l'Ouest, ces aires naturelles protégées représentent actuellement autant un enjeu majeur de préservation de l'environnement et de luttes contre les changements climatiques, qu'un mécanisme de contrôle autoritaire des populations reléguées en périphéries et génératrices de nombreux conflits locaux (Blanc, 2020 ; Hagberg et al., 1996 ; Hubert, 2021 ; Koueita et al., 2018 ; Kra, 2019).

16 L'article de Ka et al., « Mieux comprendre la complexification de l'occupation de l'espace pastoral au Ferlo - Un prérequis pour une bonne gestion des ressources naturelles » appréhende spécifiquement la zone protégée sénégalaise du Ferlo et met

en avant la manière dont l'intégration des structures socio-environnementales des communautés peules a graduellement contribué à en redéfinir les modalités d'usage et d'accès aux communs, et donc à la structuration même du territoire. Ka et al., attirent alors l'attention sur l'opposition de l'appréhension de ce système socio-environnemental par les autorités régulatrices centralisées et les communautés le constituant. Ils soutiennent ainsi que les tensions locales et échecs des politiques de lutte contre la désertification pourraient en partie être expliqués par ce décalage d'appréhension et d'interprétation des relations à l'environnement.

17 Au sein de l'article suivant, « Cartographie sémantique par zonage à dires d'acteurs : Le Ferlo (Sénégal) et l'observatoire de Tessekere », Saqalli et al. effectuent une analyse du même territoire et espace protégé du Ferlo, en mettant en évidence comment les programmes de développement portés par l'État sénégalais ont contribué à transformer le territoire et à le contrôler. Saqalli et al. livrent à cette occasion une cartographie des plus instructives des espaces d'occupation et d'intégration de ce système socio-environnemental en fonction des perceptions des acteurs qui le constituent. En faisant cela, les auteurs procèdent également à l'analyse réflexive de l'Observatoire Hommes-Milieux international (OHMi) du Tessékéré, un des centres d'observation des interactions entre environnement et sociétés humaines du Centre National (français) de la Recherche Scientifique (CNRS).

18 Pour le troisième article de ce numéro thématique, « Perception des populations sur le rôle des aires protégées dans leur résilience face au changement climatique : cas du Parc National de la Marahoué (Centre-Ouest, Côte d'Ivoire) », Olatoundji et al. s'interrogent sur l'appréhension et l'appropriation des populations riveraines d'une aire naturelle protégée dont la gestion centralisée tend à les exclure de l'accès aux communs que cette dernière représente. Dans cette perspective Olatoundji et al. questionnent la manière dont les programmes de conservation de l'environnement pourraient sensibiliser les communautés riveraines sur les services environnementaux, notamment en termes d'adaptation face aux changements climatiques, et économiques, notamment en termes de tourisme, qu'apportent ces espaces de protection de l'environnement.

19 Avec l'article « Globalité des savoirs des pêcheurs artisans dans l'appréhension des changements de l'environnement marin », Mbaye procède à une réflexion essentielle sur l'apport des savoirs traditionnels et des perceptions non modernes de l'environnement pour mieux saisir l'intégration des sociétés humaines au sein de leurs systèmes socio-environnementaux. Mbaye fait ici une analyse des savoirs et des pratiques des artisans pêcheurs sénégalais à propos des évènements météorologiques et des rapports à l'environnement marin. En revenant sur ces pratiques reposant sur l'observation de la faune et de la flore ainsi que sur l'interprétation des variations au sein des systèmes environnementaux aussi bien marins que terrestre, Mbaye interroge sur la possibilité d'intégrer ces pratiques et savoir traditionnels aux méthodes d'observation modernes afin de renforcer l'adaptation des populations locales faces aux risques suscités par les changements globaux.

20 En changeant de région géographique et d'intégration socio-culturelle, l'article portants sur les « Manières de voir, manières de faire : moderniser les canaux gravitaires » dans la région française des Cévennes, permet d'effectuer une transition vers des analyses issues d'études de cas fortement intégrées au sein d'ontologie moderne et cartésienne. Cependant, comme le démontrent Collard et al. en étudiant les

le processus de modernisation des canalisations d'irrigation traditionnelle de la région des Cévennes, de telles ontologies ne sont pas exemptes d'oppositions entre appropriations locales et gestions rationalisées centralisées, dont la compréhension de la nature même du phénomène étudié et de sa pratique se dissocie de celles de ses usagers.

21 Avec l'article « Adaptation des forêts françaises au changement climatique : discours et jeux de pouvoir », Blondet effectue quant à elle une analyse des variations de discours et d'appréhension des adaptations nécessaires de la gestion sylvicole en France face aux changements climatiques. Blondet y met en avant à la fois les rapports de forces et les différentes perceptions internes à un même secteur, qui varient en fonction des niveaux d'échelle. Tandis qu'au sein de l'article « L'habitant et son territoire dans les procédures d'aménagement : l'exemple de projets éoliens dans l'Allier et dans le Vaucluse », Pech et al. interrogent les différentes perceptions et appréhensions de projets d'aménagement d'infrastructures similaires en fonction des territoires y étant associés. Pech et al. mettent alors en avant l'importance de la nature de l'intégration au territoire et de sa perception par les différents groupes sociaux le composant pour l'appropriation ou le rejet du projet de développement y étant implanté, soulignant la variation des interprétations socio-environnementales en fonction des différentes appréhensions de l'environnement.

22 Dans l'article « La mise en lumière du conflit humain-goéland et sa gestion en France », Paulet et Bioret analysent quant à eux les relations conflictuelles entre agentivités humaines et non-humaines au sein d'un même système socio-environnemental. Leur étude permet de mettre en avant l'impact que la gestion de ce conflit par les institutions locales a eu à la fois sur la population et sur la répartition des goélands en France et notamment sur la transformation de leur habitat. Cet article insiste alors sur l'importance d'approfondir les recherches sur les communautés hybrides, constituées d'humains et de non-humains, afin d'améliorer les possibilités pour ces communautés de coexister durablement sur un même territoire. Enfin, l'article de Dehez « Engager les pratiquants de loisirs dans la gestion des invasions biologiques : une co-production territoriale » questionne la manière dont la gestion localisée de certains systèmes environnementaux peut amener à constituer des processus d'action collective et de gestion participative au sein d'un même territoire, mettant alors en évidence comment l'implication volontaire et bénévole des usagers peut permettre de renforcer l'opérationnalisation et l'intégration au sein d'un système socio-environnemental des institutions responsables de sa gestion.

BIBLIOGRAPHIE

Bigo, D., 2015, L'environnement au prisme de l'écologie, du risque et de la catastrophe, dans F. Gemenne (dir.). *L'enjeu mondial : l'environnement*. Paris, Presses de Sciences Po, pp 193-204

Blanc, G., 2020, L'invention du colonialisme vert : Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain. Hors collection – Essais, Flammarion, Paris

Chakrabarty, D., 2012, Postcolonial Studies and the Challenge of Climate Change, *New Literary History*, Vol 43 n°1, pp 1-18

Chakrabarty, D., 2015, The Anthropocene and the Convergence of Histories, dans Chakrabarty, D., C. Hamilton, C. Bonneuil, et F. Gemenne (dir.) *The Anthropocene and the Global Environmental Crisis: Rethinking Modernity in a New Epoch*, Routledge, pp 44–56

Chakrabarty, D., 2016, Humanities in the Anthropocene: The Crisis of an Enduring Kantian Fable, *New Literary History*, Vol. 47, pp 377– 397

Chan, K.M.A., Goldstein, J., Satterfield, T., Hannahs, N., Kikiloi, K., Naidoo, R., Vadeboncoeur, N., Woodside, U., 2011, Cultural services and non-use values, Dasn Kareiva, P., Tallis, H., Ricketts, T.H., Daily, G.C., Polasky, S. (dir.), *Natural Capital: Theory and Practice of Mapping Ecosystem Services*, Oxford University Press, Oxford, pp. 206–228

Cox, R., 2008, The Point Is not just to Explain the World but to Change It, dans Reus-Smit, C. et Duncan S. (dir.), *Oxford Handbook of International Relations*, Oxford University Press

Cséfalvayova, K., 2015, Eau, conflit, coopération, dans F. Gemenne (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, pp 69-78

Cudworth, E. et S., Hobden, 2011, Beyond environmental security: complex systems, multiple inequalities and environmental risks, *Environmental Politics*, Vol. 20, n°1, pp 42-59

Dalby, Simon, 2015, International Security in the Anthropocene, *E-International Relations*, [en ligne] URL : http://www.e-ir.info/2015/02/23/international-security-in-the-anthropocene/

Daniel, T. C., A. Muhar, A. Arnberger, O. Aznar, J. W. Boyd, K. M. A. Chan, R. Costanza, T. Elmqvist, C. G. Flint, P. H. Gobster, A. Grêt-Regamey, R. Lave, S. Muhar, M. Penker, R. G. Ribe, T. Schauppenlehner, T. Sikor, I. Soloviy, M. Spierenburg, K. Taczanowska, J. Tam, et A. von der Dunk, 2012, Contributions of cultural services to the ecosystem services agenda, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States*. Vol. 109. National Academy of Sciences, 2012

Davis, M., 2003, Les origines du Tiers monde, dans M. Davis *Génocides tropicaux : Catastrophes naturelles et famines coloniales, 1870-1900 : Aux origines du sous développement*, trad. Marc Saint-Upéry, Paris : La Découverte, pp 305-340

Deudney, D., 1990, The Case Against Linking Environmental Degradation and National Security, *Millenium : Journal of International Studies*, Vol. 19. n°3, pp 461-476

Escobar, A., 2006, Difference and Conflict in the Struggle Over Natural Resources : A Political Ecology Framework, *Development,* Vol. 49, n°3, pp 6–13

Escobar, A, 2015, Degrowth, postdevelopment, and transition : a preliminary conversation, *Sustain Sci,* vol. 10, pp 451-462

Fagan, M., 2017, Security in the anthropocene : Environment, ecology, escape, *European Journal of International Relations,* Vol. 23, n°2, pp 292-314

Fish, R., A. Church et M. Winter, 2016, Conceptualising cultural ecosystem services : A novel framework for research and critical engagement, *Ecosystem Services,* Vol. 21, pp 208-217

Freudenburg, W., S. Frickel et R. Gramling, 1995, Beyond the nature/society divide: learning to think about a mountain, *Sociological Forum,* Vol. 10, n°3, pp 361-392

Gemenne, F., 2015, L'Anthropocène et ses victimes : une réflexion terminologique, dans François Gemenne (dir.). *L'enjeu mondial : l'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, pp 233-240

Gunderson, L., et C. S. Holling (dir.), 2002, *Panarchy: Understanding Transformations in Human and Natural Systems*, Washington, DC: Island Press

Guyer, J., 2009, Prophecy and the near future, *American Ethnologist*, Vol.34, n°3, pp 409–421

Hagberg, S., M. Gomgnimbou et D. B. Somé, 1996, *Forêts Classées et Terres des Ancestres au Burkina Faso,* Working Papers in Cultural Anthropology, n°3, 1996, Département d'Anthropologie culturelle, Upssala University

Hartmann, B., 2014, Converging on Disaster: Climate Security and the Malthusian Anticipatory Regime for Africa, *Geopolitics*, Vol. 19, n°4, pp 757-783

Hinchcliffe, S., 2008, Reconstituting nature conservation: towards a careful political ecology, *Geoforum* Vol.39, n°1, pp 88–97

Hubert, N., 2021,The Nature of Peace: How Environmental Regulations Can Lead to Conflicts, *World Development*, 021-05, Vol.141, p.105409

Koueita, M. K. K., M. Diomandé et N. A. Brou, 2018, La Problématique De Gestion Du Parc National De La Comoe (Pnc) En Cote D'ivoire, Entre La Survie Des Populations Riveraines Et La Conservation De La Biodiversité, *European Scientific Journal* ESJ, Vol.14, n°35, pp 391-411

Kra, W. K, 2019, Côte d'Ivoire : les aires protégées entre politique de conservation contrastée et réinterprétation sociale, *Études Caribéennes*, Vol. 43-44, [En ligne] URL : https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/17124#:~:text=Trois%2C%20parmi%2C%20ces%20aires%20prot%C3%A9g%C3%A9es,(%C3%A0%20l'ouest).

Latour, B., 2004, Le rappel de la modernité – approches anthropologiques, *Ethnographiques.org*, N°6, November 2004, 20p, [En ligne] URL : https://www.ethnographiques.org/2004/Latour#:~:text=La%20cons%C3%A9quence%20pour%20le%20projet,homog%C3%A8ne%20de%20%22la%22%20nature.

Latour, B., 2011, From Multiculturalism to Multinaturalism: What Rules of Method for the New Socio-Scientific Experiments?, *Nature and Culture,* Vol. n°1, pp 1–17

Latour, B., 2014, Another way to compose the common world, *Hau: Journal of Ethnographic Theory*, vol. 4, n°1, pp 301–307

Latour, B., 2015, Géopolitique ou Gaïapolitique ?, dans F. Gemenne (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, pp 29-38

Latour, B., 2016, Onus Orbis Terrarum: About a Possible Shift in the Definition of Sovereignty, *Millennium: Journal of International Studies*, Vol. 44, n°3, pp 305–320

Le Prestre, P., 2015, La tragédie des communaux », dans F. Gemenne (dir.), *L'enjeu mondial : l'environnement,* Paris, Presses de Sciences Po, pp 17-28

Maestrom, A. V., R. C. Stedman, J. Enqvist, M. Tengö, M. Giusti, D. Wahl, et U. Svedin, 2017, The contribution of sense of place to social-ecological systems research: a review and research agenda, *Ecology and Society,* Vol.22, n°1, 14p.

Nightingale, A., 2003, Nature-society and development: social, cultural and ecological change in Nepal, *Geoforum,* vol.34, n°4, pp 525–540

O'Lear, S., et S., Dalby, 2016, Reframing the climate change discussion, dans O'Lear S. et S. Dalby (dir), *Reframing Climate Change, Constructing ecological geopolitics*, New York, Routledge, pp 1-13

O'Lear, S., 2016, Geopolitics and climate science : the case of the missing embodied carbon, dans O'Lear S. et S. Dalby (dir), *Reframing Climate Change, Constructing ecological geopolitics*, New York, Routledge, pp 100-115.

Ostrom, E., 1999, Coping with Tragedies of the Commons, *Annual Review of Political Science,* vol 2, pp 493-535

Pistor, K., et O. De Schutter, 2016, Introduction : Toward Voice and Reflixivity » dans Pistor, K. et O. De Schutter (dir.), *Governing Access to Essential Resources*, Columbia University Press, pp 3-48

Ryfield, F., D. Cabana, J. Brannigan et T. Crowe, 2019, Conceptualizing 'sense of place' in cultural ecosystem services: A framework for interdisciplinary research, *Ecosystem Services*, Vol. 36, 13 p.

Schlager, E., 2016, Governing Boundaries. Exclusion, Essential Resources, And Sustainability, dans K. Pistor et O. De Schutter (dir.), *Governing Access to Essential Resources*, Columbia University Press, pp 67-80

Selby, J. et C. Hoffmann, 2014, Introduction. Rethinking Climate Change, Conflit and Security, *Geopolitics*, Vol. 19, n°4, pp 747-756

Verhoeven, H., 2014, Gardens of Eden or Hearts of Darkness? The Genealogy of Discourses on Environmental Insecurity and Climate Wars in Africa, *Geopolitics*, Vol. 19, n°4, pp 787-805

Watts, J. M., 2013, A Political Ecology of Environmental Security, dans Floyd, R. et M. A., Richard (dir), *Environmental security : approaches and issues*, Routledge, London, New York, pp 82-101

Watts, J. M., 2015. Adapting to the Anthropocene : Some Reflections on Development and Climate in the West African Sahel, *Geographical Research*, Vol. 53, n°3, pp 288-297

Watts, J. M., et D. Porter, 2017, Righting the Resource Curse : Institutional Politics and State Capabilities in Edo State, Nigeria, *The Journal of Development Studies*, Vol. 53, n°2, pp 259-263

Whatmore, S., 2002, Hybrid geographies: natures, cultures, spaces, Sage, London.

Wily, L. A., 2001, Reconstructing the African Commons, *Africa Today,* Vol. 48, n°1, pp 77-99.

AUTEUR

NICOLAS HUBERT

Rédacteur en chef adjoint, VertigO – *La revue électronique en sciences de l'environnement* ; postdoctorant à l'École de Développement International et de Mondialisation de l'Université d'Ottawa et chercheur associé à la Chaire de recherche sur la francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone de l'Université d'Ottawa, Canada, courriel : nicolas.b.hubert@gmail.com